

Table des matières

Sommaire	5
Jusqu'à ce que la mort nous sépare...	7
Le conjoint survivant et les enfants d'un autre lit : prévention des conflits	11
<i>Guy HIERNAUX</i>	
Chapitre I. Bref historique	12
Chapitre II. Le contrat de mariage et les donations entre époux	14
Section 1. Principes	14
Section 2. Communauté légale et séparation de biens	14
Section 3. Solutions modifiant le régime légal	16
Section 4. Extension de l'actif commun : communauté universelle	17
Section 5. Technique de l'apport dans le patrimoine commun	17
Section 6. Le préciput	18
Section 7. Partage inégal du patrimoine commun	19
Chapitre III. Les modifications apportées au régime matrimonial après le mariage	20
Chapitre IV. La renonciation au droit d'accession en régime de sépa- ration des biens	20
Chapitre V. Le testament comme moyen de correction	21
Chapitre VI. L'usufruit du conjoint survivant	22
Section 1. Principes	22
Section 2. Opportunité de la conversion de l'usufruit	24
Section 3. Usufruit « éventuel »	24
Chapitre VII. Principe de la clause « Valkeniers »	25
Section 1. Moyen de suppression des droits successoraux du conjoint survivant	26
Section 2. Le texte de l'article 1388, alinéa 2, du Code civil	27
Section 3. Nature de la clause Valkeniers	27
Section 4. Conditions de forme pour l'application de la clause	28

Section 5. Conditions de fond de l'application de la clause	28
Section 6. Conditions préalables pour pouvoir appliquer la clause	29
Section 7. Effets de la clause Valkeniers	31
Section 8. Modification de la clause	32
Section 9. Contenu des modifications	32
Section 10. Comment modifier ou révoquer la clause ?	33
Conclusion	34
Avantages matrimoniaux	
Notion, clauses dissymétriques, impact fiscal	35
<i>Yves-Henri LELEU</i>	
Chapitre I. Les avantages matrimoniaux	37
Section 1. Notion. Clauses unilatérales	37
Section 2. Principe : conventions de mariage, à titre onéreux	39
Section 3. Exceptions : imputation sur la quotité disponible	40
Section 4. Critique de la pondération des intérêts respectifs du conjoint survivant et des enfants héritiers réservataires	42
Chapitre II. Réfutation de la contestation doctrinale de la validité et/ou de la qualification de certaines clauses unilatérales	45
Section 1. Les clauses de partage devraient être stipulées sous condition de survie pour bénéficier du régime des avantages matrimoniaux	46
Section 2. La partie de l'avantage matrimonial imputée sur la quotité disponible serait une donation au sens strict	49
§ 1. Un avantage matrimonial n'est jamais une donation	50
§ 2. Un avantage matrimonial n'est pas imposable sur la base de l'article 2 du Code des droits de succession	52
Section 3. Les avantages matrimoniaux ne pourraient être stipulés qu'en régime à base communautaire et la théorie des avantages matrimoniaux ne pourrait être étendue par analogie	54
Chapitre III. Avantages matrimoniaux unilatéraux sans condition de survie (clause de la « mortuaire ») : traitement fiscal de l'excédent en cas de requalification civile d'une partie de l'avantage matrimonial	62
Section 1. Notion, intérêt et validité	62
Section 2. Traitement fiscal	66
Chapitre IV. Épilogue ? Le notaire, l'avocat, le juge et l'auteur	68

Convention de cohabitation légale <i>versus</i> contrat de mariage	73
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Chapitre I. Formalités et publicité	74
Chapitre II. Contenu de la convention de cohabitation : le possible et l'interdit	78
Section 1. Le régime « patrimonial » du cohabitant légal	79
§ 1. La propriété des biens	79
§ 2. La gestion des biens	82
§ 3. Le partage des biens	83
§ 4. Le recours des créanciers	85
Section 2. Les autres clauses du contrat de cohabitation légale	86
§ 1. Institution contractuelle d'héritier	86
§ 2. Renonciation à succession future	86
§ 3. Clause « anti-libérale » ?	87
§ 4. Pension après rupture ?	88
Chapitre III. Effets de la convention vis-à-vis des tiers	89
Section 1. Opposabilité de la convention aux tiers créanciers	90
Section 2. Opposabilité aux héritiers	94
Conclusion	96
La fiscalité des différents modes de vie commune dans la perspective du décès d'un des partenaires	
Incohérences entre le droit civil et fiscal	97
<i>Emmanuel DE WILDE D'ESTMAEL</i>	
PARTIE 1. Les droits de succession et de donation entre époux ou entre cohabitants applicables en Belgique	99
Chapitre I. Les droits de succession (ou droits de mutation par décès) entre époux ou entre cohabitants	100
Section 1. Tarifs en Région de Bruxelles-Capitale	100
Section 2. Tarifs en Région wallonne	104
Section 3. Tarifs en Région flamande	107
Section 4. Obligations fiscales successorales applicables au conjoint et au cohabitant légal survivant	110
§ 1. Obligation de déclarer	110
ANTHEMIS	333

§ 2. Application des articles 9 et suivants du Code des droits de succession	111
§ 3. Évaluation de l'actif successoral	114
§ 4. Exclusion d'un certain passif	114
§ 5. Solidarité	115
Section 5. Différences existant encore dans le Code des droits de succession entre les époux et les cohabitants légaux	116
§ 1. Concernant l'adoption	116
§ 2. Exemption pour les transmissions de sociétés familiales	117
§ 3. Obligations d'information	117
Chapitre II. Les droits de donation entre époux ou entre cohabitants	118
Section 1. Montant des droits de donation	118
§ 1. Tarif applicable en Région wallonne et en Région flamande (si le taux réduit de 3%, 5% et 7% ne s'applique pas)	119
§ 2. Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale (si le taux réduit de 3% ou 7% ne s'applique pas)	122
Section 2. Règles concernant les donations mobilières	126
Chapitre III. Droits de succession et de donation belges applicables aux cohabitants « légaux » : incohérences lorsque des éléments d'extranéité s'en mêlent	126
PARTIE 2. Différences entre le droit civil des successions et les droits de succession	129
Chapitre I. Introduction	129
Chapitre II. La représentation	131
Section 1. En droit civil	131
Section 2. En droits de succession	131
Chapitre III. Les entreprises familiales	133
Chapitre IV. Le respect de certaines obligations fiscales	133
Chapitre V. Les cohabitants de fait et les enfants du conjoint ou du cohabitant	136
Chapitre VI. Le rapport	136
Chapitre VII. Les récompenses	137

Chapitre VIII. L'usufruit en droits de succession et en droit civil	139
Section 1. D'un point de vue fiscal (droits de succession)	140
Section 2. D'un point de vue civil	141
Section 3. Conversion de l'usufruit	142
Les droits du conjoint survivant et du cohabitant légal survivant	145
<i>Laurent BARNICH</i>	
Chapitre I. Détermination de la loi applicable	146
Section 1. La protection du conjoint survivant	146
§ 1. La loi applicable au régime matrimonial	146
§ 2. La loi applicable aux donations (à cause de mort) entre époux	147
§ 3. La loi applicable à la succession et le conjoint survivant	148
Section 2. La protection du cohabitant légal survivant	149
§ 1. Définition de la catégorie « relation de vie commune »	149
§ 2. La loi applicable à la relation de vie commune	150
§ 3. La loi applicable aux effets patrimoniaux de la relation de vie commune	152
§ 4. La loi applicable à la succession et le cohabitant survivant	153
Chapitre II. La désignation du conjoint ou du cohéritier par la loi successorale	153
Section 1. Exposé de la problématique	153
Section 2. Le conjoint survivant	155
Section 3. Le cohabitant légal survivant	157
Conclusion	159
De l'éventualité d'un usufruit « éventuel »	161
<i>Charlotte AUGHUET, Jean-Emmanuel BEERNAERT et Frédéric LALIÈRE</i>	
Chapitre I. Introduction	162
Chapitre II. Discussion	168
Section 1. En droit fiscal	168
Section 2. En droit civil	170
Chapitre III. Conclusion	181
Annexe – Cour de cassation de Belgique	183
ANTHEMIS	335

Le quasi-usufruit et l'usufruit sur titres	189
<i>Simone NUDELHOLC</i>	
Chapitre I. L'usufruit portant sur des choses consommables ou quasi-usufruit (art. 587 du Code civil)	190
Chapitre II. Le cas particulier de l'usufruit portant sur un portefeuille diversifié d'instruments financiers	198
Section 1. Le portefeuille d'instruments financiers considéré comme une universalité de fait	198
Section 2. La doctrine favorable à une nouvelle définition du droit d'usufruit	202
Chapitre III. L'utilisation de la technique du quasi-usufruit ou de l'usufruit d'universalité pour tempérer les effets du principe d'irrévocabilité des donations entre vifs	204
Chapitre IV. Les conséquences d'une donation avec réserve de quasi-usufruit en matière de droit de succession : les pièges de l'article 33 du Code des droits de succession	212
Chapitre V. Brèves considérations finales sur l'usufruit légal du conjoint survivant	215
 Les obligations de l'usufruitier à l'ouverture de la succession	 217
<i>Vincent WYART</i>	
 Le survivant et le passif successoral	 227
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
 La conversion de l'usufruit du conjoint survivant	 253
<i>Quentin FISCHER</i>	
Chapitre I. Quelques réflexions liminaires	255
Chapitre II. Les modalités de la conversion	257
Section 1. La conversion amiable ou judiciaire	257
Section 2. Les conditions pour demander la conversion judiciaire	257
Section 3. Les modalités de la conversion judiciaire	259
Chapitre III. La valorisation de l'usufruit et de la nue-propriété	260
Section 1. Le préalable	260

Section 2. La date de la conversion	260
Section 3. Les critères légaux	261
Section 4. La volonté du législateur	261
Section 5. Le critère de la rentabilité ou de la valeur du bien	262
Section 6. Le critère de l'espérance de vie	263
Section 7. Le critère du taux d'actualisation	265
Section 8. Les tables fiscales	265
Section 9. Les autres tables	267
Section 10. La pratique notariale	268
Section 11. La pratique judiciaire	269
Section 12. L'échec de la volonté du législateur	270
Chapitre IV. Les perspectives	271
Section 1. La nécessité d'une intervention du législateur sur la valorisation de l'usufruit	271
Section 2. Le palliatif d'un testament	273
Section 3. Une réflexion quant aux droits successoraux du conjoint survivant dans une famille recomposée	274
Annexe – Décision inédite	276
L'intervention du dernier compagnon dans les choix extrapatrimoniaux de fin de vie	279
<i>Nicole GALLUS</i>	
Introduction	279
Chapitre I. « Les testaments de vie » ou les directives anticipées de fin de vie	281
Section 1. Le testament de vie	281
§ 1. Notion	281
§ 2. Droit français	282
§ 3. Droit belge	282
Section 2. Administration provisoire – La déclaration de préférence	283
Section 3. Le refus de consentement à l'acte médical	284
§ 1. La déclaration anticipée de refus d'intervention	284
§ 2. L'auteur de la déclaration	285
§ 3. Objet de la déclaration anticipée	285
§ 4. Caractère contraignant de la déclaration	285
§ 5. Les lacunes du système de la déclaration anticipée	286
ANTHEMIS	337

§ 6. Difficultés spécifiques à la déclaration anticipée	286
Section 4. Exercice de ses droits par le patient majeur incapable	288
§ 1. Le consentement de l'incapable	288
§ 2. Incapacité de droit	288
§ 3. Incapacité de fait	289
§ 4. Règles particulières de protection	290
Section 5. Euthanasie	291
§ 1. Définition et fondement légal	291
§ 2. La déclaration anticipée d'euthanasie	292
§ 3. Durée de validité de la déclaration anticipée	293
§ 4. Règles de forme	293
§ 5. Caractère exclusivement médical de l'euthanasie	294
§ 6. La personne de confiance	294
§ 7. Euthanasie et suicide assisté	295
Chapitre II. L'intervention des proches dans les décisions produisant leurs effets après décès	297
Section 1. Funérailles et sépultures	297
§ 1. L'organisation des funérailles comme droit de la personnalité	297
§ 2. Modes d'expression de la volonté	298
§ 3. Modification ou révocation de la volonté	299
Section 2. Choix extrapatrimoniaux en relation avec le droit de la filiation et de l'autorité parentale	299
Sous-section 1. La reconnaissance d'enfant	299
§ 1. Interdiction de la reconnaissance de filiation par disposition testamentaire	299
§ 2. Raison d'être de l'interdiction	300
Sous-section 2. La tutelle	300
§ 1. La réforme du droit de la tutelle par la loi du 29 avril 2001	300
§ 2. Désignation du tuteur par les titulaires de l'autorité parentale	301
§ 3. Les pouvoirs du tuteur et leurs limites	302
Section 3. Le don de son corps à la science – Fondement et conditions de forme	303
Section 4. Le don d'organes	304
§ 1. Fondement légal et présomption de consentement	304

§ 2.Mode d'expression du consentement ou de l'opposition au prélèvement	305
§ 3.Règles de capacité	306
§ 4.Durée de l'opposition	306
§ 5.Utilisation du matériel corporel humain à des fins médicales ou de recherche	307
Section 5. Les droits du patient – Le droit d'accès au dossier du patient décédé	307
Section 6. Procréation médicalement assistée	308
§ 1.Procréation médicalement assistée post-mortem	308
§ 2.Les conditions de la procréation post-mortem	310
§ 3.Difficultés d'établissement du lien de filiation	311
§ 4.Apport des droits étrangers	316
Section 7. Autopsie et expertise	317
Sous-section 1. L'autopsie	317
§ 1.Notion et conditions	317
§ 2.Autopsie médico-scientifique	318
Sous-section 2. Expertise sanguine et génétique	318
§ 1.Établissement et contestation de paternité	318
§ 2.Conséquences du refus de l'expertise	319
§ 3.Incapacité de consentir	321
Conclusion	323
La déchéance des avantages matrimoniaux : conséquence de la réforme du divorce	325
<i>Vincent WYART</i>	

